ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 20 septembre 1990, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'octroi d'une allocation sociale à certains miliciens", a donné le 24 septembre 1990 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 20 september 1990 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de toekenning van een sociale vergoeding aan sommige dienstplichtigen", heeft op 24 september 1990 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

PREAMBULE.

L'avis de l'inspecteur des finances ne doit pas être visé puisque le Ministre du Budget a donné son accord. Celui-ci doit être visé avec sa date, soit le 20 septembre 1990.

DISPOSITIF.

Articles 1er et 2.

1. Ces articles devraient être fusionnés.

L'article 2, devenant l'alinéa 2 de l'article 1er, devrait être rédigé comme suit :

"La demande d'allocation est adressée à l'Office de renseignements et d'aide aux familles de militaires, conformément aux dispositions du chapitre III".

2. Les mots "du présent arrêté" figurant à l'article 1er, doivent être omis.

L'observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 3.

Paragraphe 1er.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu de remplacer l'indice-pivot 140,77 par celui de 138,01 qui est actuellement en vigueur. Le montant forfaitaire de 5.000 francs, visé au 2E, doit être modifié en conséquence.

Sous réserve de cette observation, le texte suivant est proposé :

"§ 1er. L'allocation correspond au montant prévu par la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, réduit des montants de la solde et du supplément de solde ainsi que d'un montant forfaitaire de ... francs par mois.

Le régime de mobilité appliqué aux traitements du personnel des ministères est applicable au montant forfaitaire, qui est lié à l'indice-pivot 138,01".

Paragraphe 2.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité de la disposition prévue au second alinéa, sauf en ce qu'elle fixe le montant journalier au trentième du montant mensuel. Cette précision gagnerait à être insérée à l'alinéa 1er, par l'adjonction des mots "égal au trentième du montant mensuel". Cette adaptation rend superflue la division de l'article 3 en paragraphes.

Article 4.

Selon les explications fournies au Conseil d'Etat, l'article 4 reproduit l'article 8 du chapitre IV de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 établissant dans le statut pécuniaire du personnel des forces armées qui bénéficie d'une solde, l'allocation pour ration de vivres, l'indemnité de hors ménage, les modalités d'octroi des titres de transport, le paiement de la solde et du supplément de solde, arrêté non publié. Le Conseil d'Etat saisit l'occasion pour attirer l'attention des auteurs de l'arrêté en projet sur la nécessité de publier cet arrêté.

Chapitre II.

L'intitulé du chapitre II devrait être le suivant : "Chapitre II.- Des conditions d'octroi de l'allocation".

Article 5.

L'article 5 devra être revu en fonction des observations relatives à l'article 6, § 2, du projet et à l'article 7 de ce même projet.

Article 6.

Paragraphe 1er.

Cette disposition confère à l'Office de renseignement et d'aide aux familles des militaires le pouvoir de constater que le militaire est isolé. Ce pouvoir n'est guère dissociable du pouvoir de décision que l'arrêté en projet confère au même Office. La disposition appelle dès lors les mêmes observations que celles qui seront formulées ci-après à propos des articles 15 à 21.

Paragraphe 2.

Dans la mesure où le projet subordonne la condition d'isolé à l'existence de revenus ou à la possibilité de s'en procurer, il s'écarte du sens usuel du terme "isolé".

Si, comme telle semble être leur intention, les auteurs du projet entendent subordonner l'octroi de l'allocation à une condition de revenus, il conviendrait d'y consacrer un article distinct de celui consacré à la condition relative à la qualité d'isolé.

Dans cet article, il conviendrait de préciser la nature et l'origine des revenus à prendre en considération, ainsi que leur mode de calcul, et la mesure dans laquelle ils viennent en déduction du montant de l'allocation.

De même, si telle est leur intention, les auteurs du projet devraient indiquer que l'octroi de l'allocation et son maintien sont subordonnés à l'obligation pour l'intéressé

de faire valoir ses droits aux prestations dont il peut bénéficier en vertu de la législation sociale belge ou étrangère ainsi que ses droits à l'égard de ses débiteurs d'aliments.

En outre, il convient d'éviter toute contradiction entre cet acticle nouveau et l'article 11, 4E, du projet.

Paragraphe 3.

Le paragraphe 3 sera examiné ci-après en même temps que les articles 12 et 13 qui sont également relatifs aux "enquêtes".

Article 7.

L'article ajoute, dans ses deux paragraphes, aux conditions auxquelles l'article 34 de la loi du 22 décembre 1989 relative au statut des miliciens subordonne le bénéfice d'une allocation sociale.

D'une part, au paragraphe 1er, il est prévu non seulement que le milicien ne peut pas bénéficier lui-même d'indemnités de milice - ce qui est conforme à la loi - mais également que ses ayants droit ne peuvent pas non plus bénéficier de telles indemnités, condition que la loi ne pose pas.

D'autre part, au paragraphe 2, il est prévu que la demande d'allocation sociale peut être rejetée si le milicien ou ses ayants droit n'ont pas fait valoir leur droit à des indemnités de milice, alors que l'article 34 précité de la loi ne prévoit que l'hypothèse où le milicien isolé, à l'exclusion

de ses ayants droit, bénéficie déjà d'une indemnité de milice.

L'article 7 doit être fondamentalement revu.

Article 8.

Mieux vaudrait rédiger l'article comme suit :

"Seul peut faire valoir ses droits à l'allocation sociale le milicien en service actif qui perçoit une solde".

Article 9.

La rédaction suivante est proposée :

"La demande d'allocation est introduite par le milicien au plus tôt un mois avant le début de son service actif et jusqu'à la fin de celui-ci".

Article 10.

1. L'alinéa 1er énonce une évidence. Il est inutile et doit donc être omis.

2. L'alinéa 2, devenant l'alinéa unique, serait mieux rédigé comme suit :

"Il n'est pas accordé d'allocation pour une période antérieure de plus de six mois à la demande".

Article 11.

En ce qui concerne le 4E, son texte doit être réexaminé compte tenu des observations formulées au sujet de l'article 6, § 2, du projet. A cette même occasion, il conviendra d'indiquer dans quelle mesure l'autorité administrative chargée de statuer sur la demande d'allocation doit tenir compte de la "situation spécifique du milicien".

Articles 12 et 13.

Les articles 12 et 13, de même que l'article 6, § 3, confèrent à l'Office de renseignements et d'aide aux familles de militaires des pouvoirs d'enquête.

L'article 34 de la loi du 22 décembre 1989 relative au statut des miliciens se limite, en son alinéa 2, à habiliter le Roi à fixer les conditions et modalités d'octroi de l'allocation sociale. Les travaux parlementaires ne fournissent pas de précision quant à l'étendue des pouvoirs d'enquête. Tout au plus le Ministre de la Défense nationale a-t-il déclaré devant la Commission de la Défense nationale de la Chambre que "le Service social de la Défense nationale sera chargé d'effectuer les enquêtes nécessai-res" (1).

Les pouvoirs d'enquête que l'arrêté en projet confère à l'Office précité sont définis en des termes tels que l'Office paraît disposer, en la matière, des pouvoirs les plus étendus.

(1)Doc. parl., Chambre, 996/3, 1989-1990, p. 20.

Ils doivent être définis de manière précise et ne peuvent servir à se procurer n'importe quelle information auprès de n'importe qui au sujet du milicien.

Les dispositions sous revue doivent être rédigées en conséquence.

En ce qui concerne plus particulièrement l'article 6, § 3, il convient d'ajouter que l'article 5, § 1er, alinéa 2, de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, auquel il se réfère, ne fixe pas des "conditions d'enquête", mais habilite le Roi à déterminer les modalités de l'enquête sur les ressources, à fixer les règles de calcul des ressources et à déterminer comment les administrations publiques interviennent dans l'établissement des ressources (2). Ce procédé de législation par référence est à déconseiller (3)

Sections 3, 4 et 5 (articles 15 à 21).

Les sections 3, 4 et 5 de l'arrêté en projet attribuent à l'Office de renseignement et d'aide aux familles des militaires le pouvoir de décider d'octroyer ou non l'allocation, sous réserve d'appel auprès d'une Commission de l'allocation sociale dont l'article 15 prévoit la création.

(2) Le Roi a fait usage de cette habilitation en prenant l'arrêté royal du 30 octobre 1974 portant règlement général en matière de minimum de moyens d'existence.

(3) Voir également les observations relatives à l'article 22 du projet.

L'article 34 de la loi précitée du 22 novembre 1989 ne désigne pas l'autorité administrative investie du pouvoir de décision. Il définit l'allocation sociale comme un droit auquel peut prétendre le milicien qui remplit les conditions auxquelles son octroi est subordonné et, pour le surplus, laisse au Roi le soin de fixer les conditions - autres que celles figurant dans la loi - et les modalités d'octroi de l'allocation.

Pareille habilitation ne peut être interprétée comme autorisant le Roi à déléguer le pouvoir de décision à l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires en première instance et à une Commission de l'allocation sociale en cas de recours du milicien. Elle le peut d'autant moins que la délégation est complète, que la décision soit favorable ou défavorable pour le milicien, et opère au profit d'une autorité administrative qui, contrairement au Ministre de la Défense nationale, n'assume aucune responsabilité politique.

En ce qui concerne plus particulièrement la Commission de l'allocation sociale, il faut ajouter à ce qui précède que cette Commission, contrairement à ce que l'intitulé de la section 4 "De l'appel" et la rédaction ambiguë des articles 15 à 21 du projet pourraient laisser croire, ne saurait d'aucune façon être considérée comme une juridiction. En effet, les contestations portant sur des droits civils et politiques ne peuvent être tranchées que par les cours et tribunaux ou, s'agissant de certaines contestations relatives à des droits politiques, par des juridictions administratives (articles 92 et 93 de la Constitution). Ces tribunaux et juridictions ne peuvent - en vertu de l'article 94 de la Constitution - être établis qu'en vertu d'une loi. Une

habilitation expresse de la loi est requise (4). Tel n'est pas le cas en l'espèce.

Une telle commission pourrait être instituée et fonctionner sur le modèle juridictionnel, mais sa compétence devrait se limiter à donner des avis au Ministre de la Défense nationale, qui décide. En tout état de cause, seuls les tribunaux de l'ordre judiciaire pourront trancher les contestations soulevées par des décisions relatives à l'octroi des allocations sociales, puisque la loi crée au profit du milicien un droit à l'allocation sociale, sur le modèle du droit à un minimum de moyens d'existence consacré par la loi du 7 août 1974 et du droit à l'aide sociale consacré par la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Pas plus qu'ils ne peuvent statuer sur l'octroi de l'allocation et les contestations auxquelles il peut donner lieu, l'Office et la Commission ne peuvent, comme le prévoit cependant l'article 19, prononcer la déchéance d'un droit que l'intéressé tient directement de la loi.

En conséquence, les sections 3, 4 et 5 doivent être fondamentalement revues.

Article 22.

A l'instar de l'article 6, § 3, l'article 22 se réfère purement et simplement à la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

(4)Comparez avec Cass. 21 décembre 1956, Pas. 1956, I, 430, avec les conclusions du ministère public.

Outre les inconvénients inhérents au procédé de législation par référence, le recours à ce procédé ne peut être admis lorsque, comme en l'espèce, la norme référante est un arrêté royal et la norme référée une loi, et que celle-ci contient des dispositions dérogeant au droit commun.

L'article 22 doit être fondamentalement revu.

Article 23.

Il serait plus simple d'écrire, comme dans le projet d'arrêté faisant l'objet de l'avis donné ce jour sous le nE 20.240 :

"Le présent arrêté entre en vigueur le 1er novembre 1990".

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

AANHEF.

Het advies van de inspecteur van Financiën hoeft niet te worden vermeld omdat de Minister van Begroting zijn toestemming heeft gegeven, die moet worden vermeld met de datum, namelijk 20 september 1990.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikelen 1 en 2.

1. Die artikelen zouden moeten worden samengevoegd.

Artikel 2, dat het tweede lid van artikel 1 wordt, zou moeten worden geredigeerd als volgt :

"De aanvraag om de vergoeding wordt aan het Hulp- en Informatiebureau voor gezinnen van militairen gericht overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk III".

2. De woorden "van dit besluit" in artikel 1 moeten vervallen.

De opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 3.

Paragraaf 1.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het spilindexcijfer 140,77 dient te worden vervangen door de thans geldende spilindex 138,01. Het in de bepaling onder 2E vermelde forfaitaire bedrag van 5.000 frank moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Onder voorbehoud van die opmerking wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 1. De vergoeding is gelijk aan het bedrag dat is bepaald in de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, verminderd met de bedragen van de soldij en de soldijbijslag, alsook met een forfaitair bedrag van ... frank per maand.

De mobiliteitsregeling die van toepassing is op de wedden van het personeel der ministeries, geldt voor het forfaitaire bedrag, dat wordt gekoppeld aan de spil-index 138,01".

Paragraaf 2.

Het is de Raad van State niet duidelijk welk nut de bepaling in het tweede lid heeft, behalve waar ze het

dagbedrag vaststelt op een dertigste van het maandbedrag. Die nadere bepaling zou beter in het eerste lid worden opgenomen door toevoeging van de woorden ", dat gelijk is aan een dertigste van het maandbedrag". Door die aanpassing wordt de indeling van artikel 3 in paragrafen overbodig.

Artikel 4.

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg is artikel 4 overgenomen van artikel 8 van hoofdstuk IV van het ministerieel besluit van 20 augustus 1985 tot vaststelling in de bezoldigingsregeling van het personeel van de krijgsmacht dat een soldij geniet, van de toelage voor levensmiddelenrantsoen, de buitenmenagevergoeding, de nadere regelen inzake toekenning van de vervoerbewijzen en de betaling van de soldij en de soldijbijslag, welk besluit niet is bekendgemaakt. De Raad van State maakt van de gelegenheid gebruik om de aandacht van de stellers van het ontworpen besluit te vestigen op de noodzaak om dat besluit bekend te maken.

Hoofdstuk II.

Het opschrift van hoofdstuk II zou als volgt moeten luiden : "Hoofdstuk II.- De voorwaarden voor het toekennen van de vergoeding".

Artikel 5.

Artikel 5 zal moeten worden herzien in het licht van de opmerkingen over artikel 6, § 2, en over artikel 7 van het ontwerp.

Artikel 6.

Paragraaf 1.

Met deze bepaling wordt aan het Hulp- en Informatiebureau voor gezinnen van militairen de bevoegdheid verleend om vast te stellen dat een militair alleenstaand is. Die bevoegdheid kan moeilijk worden losgekoppeld van de beslissingsbevoegdheid die door het ontworpen besluit aan datzelfde bureau wordt verleend. Bij de bepaling moeten bijgevolg dezelfde opmerkingen worden gemaakt als die welke hierna zijn geformuleerd bij de artikelen 15 tot 21.

Paragraaf 2.

Door de voorwaarde om als alleenstaande te worden beschouwd afhankelijk te maken van het bestaan van inkomsten of de mogelijkheid om er te verwerven, wijkt het ontwerp af van de gewone betekenis van het woord "alleenstaande".

Als de stellers van het ontwerp, zoals hun bedoeling lijkt te zijn, het toekennen van de vergoeding afhankelijk willen maken van een voorwaarde inzake inkomsten, zou daarvoor een ander artikel moeten worden gebruikt dan datgene dat is gewijd aan de voorwaarde betreffende de hoedanigheid van alleenstaande.

In dat artikel zou de aard en de bron van de in aanmerking te nemen inkomsten moeten worden bepaald, alsook de berekeningswijze en de mate waarin ze in mindering worden gebracht van het bedrag van de vergoeding.

Ook zouden de stellers van het ontwerp, als dat hun bedoeling is, moeten aangeven dat het toekennen en het behoud van de vergoeding afhankelijk zijn van de verplichting, voor de belanghebbende, om zijn rechten op de uitkeringen die hij krachtens de Belgische of de buitenlandse sociale wetgeving kan genieten alsook zijn rechten ten aanzien van wie hem onderhoud verschuldigd is, te doen gelden.

Bovendien moet elke tegenstrijdigheid tussen dat nieuwe artikel en artikel 11, 4E, van het ontwerp worden voorkomen.

Paragraaf 3.

Paragraaf 3 zal hierna worden onderzocht samen met de artikelen 12 en 13, die ook betrekking hebben op de "onderzoeken".

Artikel 7.

Beide paragrafen van het artikel voegen iets toe aan de voorwaarden waarvan artikel 34 van de wet van 22 december 1989 betreffende het statuut van de dienstplichtigen het krijgen van een sociale vergoeding afhankelijk stelt.

Paragraaf 1 bepaalt niet alleen dat de dienstplichtige zelf geen militievergoedingen mag krijgen - wat in overeenstemming is met de wet - maar ook dat zijn rechthebbenden evenmin zulke vergoedingen mogen krijgen, welke voorwaarde niet in de wet staat.

Paragraaf 2 bepaalt dat de aanvraag om een sociale vergoeding kan worden afgewezen als de dienstplichtige of zijn rechthebbenden geen aanspraak hebben gemaakt op militievergoedingen, terwijl het genoemde artikel 34 van de wet enkel voorziet in het geval dat de alleenstaande dienstplichtige, met uitsluiting van zijn rechthebbenden, reeds een militievergoeding krijgt.

Artikel 7 moet grondig worden herzien.

Artikel 8.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"Alleen de dienstplichtige in werkelijke dienst die soldij ontvangt, kan zijn rechten doen gelden op de sociale vergoeding".

Artikel 9.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"De vergoedingsaanvraag wordt door de dienstplichtige ingediend op zijn vroegst één maand voor de aanvang van zijn werkelijke dienst en tot het einde ervan".

Artikel 10.

1. In het eerste lid staat een bepaling die vanzelfsprekend is. Het lid moet dus als onnodig vervallen.

2. Het zou beter zijn het tweede lid, dat het enige lid wordt, als volgt te stellen :

"Er wordt geen vergoeding verleend voor een periode die tot meer dan zes maanden vo,'o,'r de aanvraag teruggaat".

Artikel 11.

De bepaling onder 4E moet opnieuw worden onderzocht gelet op de opmerkingen die gemaakt zijn bij artikel 6, § 2, van het ontwerp. Van diezelfde gelegenheid zou gebruik moeten worden gemaakt om aan te geven in welke mate de administratieve overheid die uitspraak moet doen over de vergoedingsaanvraag, rekening moet houden met de "bijzondere toestand van de dienstplichtige".

Artikel 12 en 13.

Evenals artikel 6, § 3, verlenen de artikelen 12 en 13 onderzoeksbevoegdheden aan het Hulp- en Informatiebureau voor gezinnen van militairen.

Het tweede lid van artikel 34 van de wet van 22 december 1989 betreffende het statuut van de dienstplichtigen bepaalt zich ertoe de Koning te machtigen te bepalen onder welke voorwaarden en op welke wijze de sociale vergoeding wordt toegekend. De parlementaire voorbereiding verstrekt geen verduidelijking over de omvang van de onderzoeksbevoegdheden. Ten overstaan van de Commissie voor de Landsverdediging van de Kamer heeft de Minister van Landsverdediging hoogstens verklaard dat "de Sociale Dienst van Landsverdediging ermee belast (wordt) de vereiste onderzoeken in te stellen" (5).

De onderzoeksbevoegdheden die in het ontworpen

(5)Gedr. St. Kamer, 996/3, 1989-1990, blz. 20.

besluit aan het voornoemde Bureau worden verleend, zijn in zodanige bewoordingen omschreven dat het Bureau ter zake over uiterst ruime bevoegdheden lijkt te beschikken. Ze moeten nauwkeurig omschreven worden en mogen niet dienen om bij wie ook onverschillig welke inlichting te verkrijgen over de dienstplichtige.

De besproken bepalingen moeten dienovereenkomstig worden geredigeerd.

Wat inzonderheid artikel 6, § 3, betreft, dient hieraan toegevoegd te worden dat artikel 5, § 1, tweede lid, van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, waarnaar het verwijst, geen "voorwaarden van onderzoek" bepaalt, maar de Koning machtigt om de modaliteiten van het onderzoek naar de bestaansmiddelen te bepalen, de regels van de berekening van die middelen vast te stellen en te bepalen hoe de openbare besturen tussenbeide komen bij het vaststellen van de bestaansmiddelen (6). De werkwijze waarbij regels worden gesteld door verwijzing, is af te raden (7).

Afdelingen 3, 4 en 5 (artikelen 15 tot 21).

---

(6) De Koning heeft van die machtiging gebruik gemaakt toen hij het koninklijk besluit van 30 oktober 1974 houdende algemeen reglement betreffende het bestaansminimum vaststelde.

(7) Zie eveneens de opmerkingen betreffende artikel 22 van het ontwerp.

De afdelingen 3, 4 en 5 van het ontworpen besluit verlenen aan het Hulp- en Informatiebureau voor gezinnen van militairen de bevoegdheid om te besluiten tot het al dan niet toekennen van de sociale vergoeding, onder voorbehoud van beroep bij een sociale vergoedingscommissie waarvan artikel 15 in de instelling voorziet.

Artikel 34 van de voormelde wet van 22 november 1989 wijst niet de tot beslissen bevoegde administratieve overheid aan. Het omschrijft de sociale vergoeding als een recht waarop aanspraak kan worden gemaakt door de dienstplichtige die voldoet aan de voorwaarden om ze te verkrijgen en laat het voor het overige aan de zorg van de Koning over te bepalen onder welke voorwaarden - andere dan die welke in de wet staan - en op welke wijze de vergoeding wordt toegekend.

Zodanige machtiging mag niet zo worden uitgelegd dat ze de Koning bevoegdheid verleent om de beslissingsbevoegdheid te delegeren, in eerste aanleg aan het Hulp- en Informatiebureau voor gezinnen van militairen, en in geval van beroep van de dienstplichtige aan een Sociale Vergoedingscommissie. Ze kan dat des te minder daar de delegatie volledig is, ongeacht of de beslissing gunstig dan wel ongunstig is voor de dienstplichtige, en uitwerking heeft ten voordele van een administratieve overheid die in tegenstelling met de Minister van Landsverdediging geen enkele politieke verantwoordelijkheid draagt.

Wat inzonderheid de Sociale Vergoedingscommissie betreft, dient aan het vorenstaande te worden toegevoegd dat

die Commissie, in tegenstelling met de indruk die het opschrift van afdeling 4 "Het beroep" en de onduidelijke redactie van de artikelen 15 tot 21 van het ontwerp zouden kunnen wekken, op generlei wijze zou mogen worden beschouwd als een rechtscollege. Geschillen over burgerlijke en politieke rechten kunnen immers alleen maar worden beslecht door de hoven en rechtbanken of, wanneer het gaat om bepaalde geschillen over politieke rechten, door administratieve rechtscolleges (artikelen 92 en 93 van de Grondwet). Die rechtbanken en rechtscolleges kunnen - krachtens artikel 94 van de Grondwet - alleen krachtens een wet worden ingesteld. Een uitdrukkelijke machtiging van de wet is vereist (8). Zulks is in dezen niet het geval.

Een zodanige commissie zou ingesteld kunnen worden en kunnen werken naar het voorbeeld van een rechtscollege, maar de bevoegdheid ervan zou beperkt moeten blijven tot het verstrekken van adviezen aan de Minister van Landsverdediging, die beslist. Hoe het ook zij, alleen de rechtbanken van de rechterlijke orde kunnen geschillen beslechten die worden aangebracht door beslissingen die betrekking hebben op de toekenning van de sociale vergoedingen, aangezien de wet ten voordele van de dienstplichtige een recht op sociale vergoeding in het leven roept, naar het voorbeeld van het recht op een bestaansminimum, bekrachtigd door de wet van 7 augustus 1974, en van het recht op maatschappelijke dienstverlening, bekrachtigd door de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

---

(8)Vergelijk met Cass. 21 december 1956, Pas. 1956, I, 430, met de conclusies van het openbaar ministerie.

Evenmin als ze uitspraak kunnen doen over de toekenning van de vergoeding en over de geschillen waartoe die toekenning kan leiden, kunnen het Bureau en de Commissie, zoals artikel 19 nochtans bepaalt, uitspraak doen over het verval van een recht dat de betrokkene rechtstreeks aan de wet ontleent.

Bijgevolg moeten de afdelingen 3, 4 en 5 grondig herzien worden.

Artikel 22.

Naar het voorbeeld van artikel 6, § 3, verwijst artikel 22 enkel en alleen naar de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum.

Afgezien van de bezwaren die verbonden zijn aan het stellen van regels door verwijzing, gaat die manier van werken niet op wanneer, zoals in het onderhavige geval, de norm die verwijst een koninklijk besluit is en de norm waarnaar verwezen wordt een wet, en deze laatste bepalingen bevat die afwijken van het gemene recht.

Artikel 22 moet grondig herzien worden.

Artikel 23.

Het zou eenvoudiger zijn te schrijven, zoals in het ontwerp-besluit waarover heden advies is gegeven onder het nummer L. 20.240 :

"Dit besluit treedt in werking op 1 november 1990".

La chambre était composée de

Messieurs :
de Heren :

R. ANDERSEN, président,
M. LEROY, voorzitter,

C. DESCHAMPS, conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.